

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18774 - 73ÈME ANNÉE

À quelques semaines des sénatoriales, les décisions du nouveau pouvoir accélèrent la crise sociale à La Réunion

Le PCR rempart contre les mesures du gouvernement



Ary Yée Chong Tchi Kan et Yvan Dejean représentaient hier le PCR.

Pour le PCR, le programme du gouvernement est conforme aux engagements du président de la République durant la campagne électorale. Les décisions politiques auront des conséquences très importantes, estime le PCR, car avec une réalité structurelle différente à La Réunion, la situation sociale va se dégrader de manière rapide. Le PCR alerte donc l'opinion sur cette question et se dresse en rempart contre la politique de casse sociale. C'est pourquoi il appelle à lutter contre le renforcement de cette majorité lors des sénatoriales.

Hier, le Parti communiste réunionnais tenait une conférence de presse. Il était représenté par Yvan Dejean, porte-parole, et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire aux relations extérieures. Pour le PCR, la politique sociale d'Emmanuel Macron se résume dans cette expression : « massacre à la tronçonneuse ». « Les plus fragiles sont les premières victimes, les fonctionnaires pas épargnés et les collectivités soumises au régime sec », rappelle Yvan Dejean. Pendant ce temps, les grosses fortunes sont protégées grâce à des allègements fiscaux. « C'est un gouvernement de riches pour les riches qui écrase toutes les autres couches de la population ».

Les conséquences d'une telle politique ultra-libérale sont connues : inégalités qui se creusent, chômage qui augmente et pollution qui ne diminue pas. « Ce sont les horreurs de la mondialisation financière sauvage dont le but ultime est d'accumuler les profits et surprofits ». Cette orientation a pour corollaire guerre, famine, exploitation humaine et surexploitation de la planète.

Qui votera pour élire un sénateur « macro-compatible » ?

« Des choix politiques qui ne sont pas ceux du PCR sont à l'oeuvre avec la politique de ce gouvernement, nous nous y opposons résolument », affirme le porte-parole du Parti communiste réunionnais, « les effets à La Réunion de ces décisions vont accélérer la crise ».

Le PCR définit un contexte préélectoral qui débouche sur un questionnement : « Qui va bien vouloir ou oser renforcer la politique de ce gouvernement lors des sénatoriales ? La Réunion donnera-t-elle un parlementaire en plus pour soutenir cette casse sociale ? Qui veut se prêter à ce jeu ? La gauche réunionnaise soutiendra-t-elle un « Macron compatible » ? »

Autrement dit, « la politique appliquée par ce gouvernement était annoncée. Maintenant que l'on touche la réalité concrète, ceux qui ont soutenu Macron vont-ils vouloir renforcer cette majorité au Sé-

nat ? », déclare Yvan Dejean.

« On ne pourra pas reprocher au PCR d'avoir alerté l'opinion de manière répétée et décisive », précise Ary Yée Chong Tchi Kan, « La canne, l'octroi de mer qui se termine en 2020, quelle est la position des candidats ? ». Le PCR présente aux sénatoriales sur la base d'une plate-forme transparente. « Il a une sortante, c'est un minimum que le PCR puisse prétendre partir à la bataille avec sa sortante », ajoute Yvan Dejean qui rappelle que lors des législatives, le Parti communiste réunionnais a fait des gestes significatifs.

Mobilisation contre la casse sociale

L'actualité récente a été marquée par l'annonce d'une baisse du quota d'emplois aidés pour La Réunion. « Dans un pays qui compte trois fois plus de chômeurs

qu'en France, il est dangereux de réduire les crédits pour les emplois aidés », poursuit Yvan Dejean, « le PCR dénonce cette volonté de vouloir faire peser l'austérité sur les plus pauvres ».

Le porte-parole du PCR met également le doigt sur l'attitude de parlementaires qui votent à Paris pour les ordonnances permettant les faciliter les licenciements, et qui à La Réunion protestent contre la baisse du nombre d'emplois aidés. « Une comédie se joue sous nos yeux ».

« En décidant de faire des coupes dans le budget des collectivités, ce gouvernement aggrave les inégalités car la dépense publique est un rempart qui protège les plus modestes », ajoute Yvan Dejean, « le PCR se pose en rempart contre les mesures du gouvernement ». Le Parti communiste réunionnais lance aussi un appel à la mobilisation contre cette politique, et s'organise d'ores et déjà dans ce sens.

M.M.

Perspectives pour un changement

Le PCR présentera un projet pour La Réunion

La conférence de presse d'hier a été l'occasion pour le PCR de rappeler sa proposition de créer deux grands services pour pérenniser les emplois aidés. Plus largement, le PCR présentera dans les semaines à venir un projet pour La Réunion.

Après avoir décrit les effets de la politique du gouvernement et appelé à lutter contre l'élection d'un sénateur macro-compatible, la seconde partie de la conférence de presse a porté sur les propositions du PCR face à l'urgence sociale. La baisse du quota des emplois aidés montre que « la voie à prendre est la création de deux grands services d'intérêt public dans l'aide à la personne et l'environnement ». La réponse à ces besoins vise à pérenniser les emplois aidés. D'ailleurs, la question environnementale prend toute son importance avec les conséquences du changement climatique, indique Yvan Dejean.

Pour la question du pouvoir d'achat, le PCR propose une étude sur le coût de la vie à La Réunion et que le différentiel soit appliqué à tous les salaires et prestations sociales.

Face au chômage massif, le PCR renouvelle sa proposition de priorité aux Réunionnais à compétence requise dans la fonction publique.

Le Parti communiste réunionnais présentera dans les semaines à venir un projet pour La Réunion.

« Ce système est à bout de souffle, il faut un grand changement. Poursuivre dans cette même politique fera que les Réunionnais auront à subir les conséquences ».

Edito

Emplois aidés : La Réunion sera-t-elle entendue ?

La mobilisation pour les emplois aidés s'accroît. Hier, la sénatrice Gélita Hoarau a adressé un courrier à la ministre des Outre-mer pour lui demander d'intervenir pour éviter toute baisse de l'engagement de l'État dans ce domaine à La Réunion. Le député Jean-Hugues Ratenon a également été reçu par le préfet. Hier également, une délégation de maires a été reçue à la préfecture. Lors de cette rencontre, ils ont appris le déblocage de 1.800 emplois aidés pour assurer la rentrée scolaire en attendant une décision définitive pour le second semestre. Mais cela reste encore loin du compte.

Le gouvernement veut réduire les dépenses en épargnant les plus riches. Cela a donc pour conséquence de faire payer la majorité de la population, y compris les plus pauvres. C'est notamment le cas avec l'augmentation annoncée de la CSG qui touchera tout le monde, et qui n'est pas un impôt progressif. Cela se confirme avec la baisse des allocations logements qui ne concerne pas les riches qui ont les moyens de se passer de cette aide. C'est illustré par la diminution des emplois aidés. Pour La Réunion, c'est une catastrophe.

Depuis des décennies, Paris a pris des décisions qui ont compromis le développement de La Réunion. Plutôt que d'accompagner la croissance de l'économie réunionnaise afin qu'elle puisse créer suffisamment d'emplois pour faire face à l'augmentation de la population, la France a préféré dans un premier temps organiser l'exil de la jeunesse réunionnaise pour répondre aux

besoins en main d'œuvre de ses industriels et de ses services. La Réunion est vue un marché solvable par les grands groupes français qui permettent ainsi à la France de récupérer sous forme de profits privés les transferts publics versés aux Réunionnais au nom de l'égalité sociale. Cette politique favorise le chômage de masse.

Face à cette crise, les collectivités ont accepté d'être un amortisseur social. Elles sont donc un partenaire essentiel de la politique de traitement social du chômage mise en place par l'État. Force est de constater que cet État veut se désengager du social avec le nouveau pouvoir. Ceci provoque donc d'importantes difficultés pour les communes qui s'appuient sur les emplois aidés pour organiser les services rendus à la population.

Aujourd'hui, les maires seront dans la rue, face à la préfecture. Paris va-t-il enfin comprendre qu'à La Réunion, la crise sociale est d'une toute autre ampleur qu'en France ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Le gouvernement doit prendre une décision définitive cette semaine

Emplois aidés : Gélita Hoarau interpelle la ministre des Outre-mer

Gélita Hoarau a écrit hier à Annick Girardin, ministre des Outre-mer pour lui demander de plaider la cause des Réunionnais victimes de la baisse annoncée des emplois aidés au second semestre. Voici la reproduction du courrier adressé par la sénatrice de La Réunion.



Gélita Hoarau lors d'une rencontre avec les planteurs en lutte.

Madame la Ministre, Comme d'autres collègues parlementaires et élus de La Réunion, je vous fais part de ma grande inquiétude à la suite de l'annonce pour le second semestre 2017 d'une diminution du quota d'heures d'emplois aidés co-financés par l'État dans

notre île. Compte-tenu de la pénurie d'emplois, pour des dizaines de milliers de Réunionnais, ces contrats sont malheureusement bien souvent la seule issue pour sortir temporairement du chômage de longue durée. Diminuer la participation de l'État dans ce domaine, c'est fermer une des rares portes de sortie vers l'exclusion qui existe. C'est la partie la plus pauvre de notre population qui est directement concernée par cette mesure.

De plus, toute diminution brutale aura des conséquences négatives sur l'organisation des services des collectivités. Par exemple à La Réunion, les travailleurs en emplois aidés ont un rôle important dans le fonctionnement des écoles.

C'est pourquoi, Madame la Ministre, je sollicite une intervention de votre part pour que le quota d'heures co-financées par l'État soit maintenu.

Gélita Hoarau

Transports dans le Sud

ATR-FNAUT : « Le réseau Alternéo de la CIVIS menacé de désorganisation par un risque de corruption ? »

Hier devait se tenir la Commission d'appels d'offres de la CIVIS devant décider de l'attribution de la délégation de service public (DSP) pour son territoire. Avant cette rencontre, l'association ATR-FNAUT a publié un communiqué mettant en garde contre un « risque de corruption ».

« ATR-Fnaut met en garde les élus contre les pressions exercées par les grosses entreprises de transports de voyageurs constituées en groupement, dans le but de peser sur l'attribution du marché. La décision des élus ne devra pas conduire à désorganiser le réseau de transport des usagers. Cinquante emplois de chauffeurs du

réseau Sud « Cars Joseph », et leurs familles, sont aussi directement menacés.

La responsabilité de nos élus est engagée pour répartir équitablement le marché des transports, en faisant respecter « une concurrence libre et non faussée » : quels sont les justes critères financiers, techniques et sociaux nécessaires à une entreprise réunionnaise pour assurer cette

délégation de service public ?

Nous comptons sur la vigilance des élus pour éviter une concentration des transports de l'île aux mains d'un seul groupement. »

ATR-Fnaut

Un article de Salim Lamrani

50 vérités sur Gabriel García Márquez

L'écrivain colombien, génie du réalisme magique dont les écrits ont marqué à jamais l'histoire littéraire universelle, s'est éteint au Mexique le 17 avril 2014 à l'âge de 87 ans.

Né le 6 mars 1927 à Aracataca, département de Magdalena, en Colombie, au sein d'une famille modeste de 16 enfants, Gabriel José de la Concordia García Márquez, surnommé Gabo par ses proches, est sans doute l'un des plus grands écrivains latino-américains.

Peu après sa naissance en 1929, ses parents Gabriel Eligio García et Luisa Santiaga Márquez Iguarán sont contraints de déménager à Barranquilla pour des raisons professionnelles. Le petit Gabriel est alors confié à ses grands-parents maternels.

Son grand-père, le colonel Nicolás Ricardo Márquez Mejía, surnommé Papalelo, vétéran de la Guerre des mille jours – conflit fratricide qui a opposé le Parti Libéral au Parti National entre 1899 et 1902 –, excellent conteur, a une grande influence sur lui et devient le « cordon ombilical avec l'histoire et la réalité ». Progressiste, il s'était insurgé contre le massacre des bananeraies en décembre 1928, où plus de 1 000 ouvriers agricoles grévistes de la United Fruit Company avaient été massacrés par l'armée colombienne, suite aux menaces de Washington d'envoyer ses propres troupes pour protéger les intérêts de la multinationale. Le colonel raconte cette tragédie à son petit-fils. Il lui fait également découvrir les trésors du dictionnaire. « Il est difficile d'oublier un tel grand-père », confiera García Márquez.

Sa grand-mère Tranquilina Iguarán Cotes, affectueusement surnommée « mamie Mina » par le jeune Gabriel, est une « femme superstitieuse et dotée d'une grande imagination ». Elle le passionne elle aussi par ses histoires et ses récits extraordinaires ainsi que par sa manière de les conter. Elle devient ainsi sa première source d'inspiration. « Depuis que je suis né, je savais que j'allais être écrivain. Je voulais être écrivain. J'avais la volonté, la disposition, la motivation et l'aptitude pour être écrivain. Je n'ai jamais pensé que je pouvais faire autre chose que cela. Je n'ai jamais pensé que je pourrais en vivre. Mais j'étais disposé à mourir de faim pour être écrivain ».

A la mort de son grand-père en 1936, le jeune Gabriel, alors âgé de 9 ans, rejoint ses parents à Sucre. Il est envoyé en internat à Barranquilla, situé sur la rive du fleuve Magdalena, puis au collège des jésuites San José en 1940. Il obtient une bourse et poursuit ses études secondaires au Lycée national de Zipaquirá, situé à une heure de Bogotá.

En 1947, il entreprend des études de Droit à l'Université nationale de Colombie, à Bogotá et s'adonne à la lecture. Il découvre Ernest Hemingway, James Joyce, Virginia Woolf et surtout William Faulkner, son « maître ». Il est également marqué par Franz Kafka et son livre *La métamorphose*, qui lui inspirera son premier

conte. Il se passionne également pour les classiques de la tragédie grecque tels qu'*Oedipe roi* de Sophocle.

Le jeune García Márquez est profondément marqué par le mouvement poétique *Piedra y Cielo* qui a vu le jour en 1939. Il avouera plus tard : « Sans *Piedra y Cielo*, je ne suis pas sûr que je serais devenu [un bon] écrivain. J'y ai appris non seulement un système pour métaphoriser, mais plus important encore, un enthousiasme pour la poésie qui, chaque jour qui passe, me manque davantage et me rend profondément nostalgique ».

S'inspirant des récits de sa grand-mère, il décide de se lancer dans l'écriture et publie son premier conte, *La tercera resignación*, dans le journal *El Espectador*, le 13 septembre 1947.

Le 9 avril 1948, Gabriel García Márquez est pris dans le tourbillon du *Bogotazo*, une explosion sociale sanglante qui fait suite à l'assassinat du leader politique socialiste Jorge Eliécer Gaitán. L'université est fermée et la pension où il est logé est ravagée par les flammes. Il décide donc de s'inscrire à l'Université de Carthagène.

Salim Lamrani

In kozman pou la rout

« Lo zyé lé kouyon, la boush lé bète. »

Moin la fine dir azot : lo zyé na poin balizaz. Li triye pa sak li rogard. Nana arienk lo sèvo i pé dékode in n'afèr pou li, donk done in sans sak li la vi. Pou done ali in sans i fo pa sèvo i pran konésans dé li in sèl foi, i fo plizyè. Tan k'a la boush, son tour, i ariv k'èl i koz san prékosyon. El i di kékshoz automatikman apré solman lo dékodèr pou d'moun i oi lo konsékans - tro tar mounoir ! Lo zyé, konm la boush sé dé término, la pa l'inité santral. Mé a bien kalkilé, kozman-la i pé z'ète konm in mo d'èskiz pou in n'afèr ou la vi mé ou té i doi pa oir, sansa ou la di mé ou té i doi pa dir. Si ou la mète in moun dann l'anbara, pétète apré li an vé d'ou é sé pou sa ou i èskiz aou par in plézantri. Mi èspèr zot la bien suiv amoin dann mon parkour. Donk mi lès azot kas z'ot koko la dsi, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Mi pansé sa l'été romizé dann magazin bann z'absirdité

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi kroi konm ou klima i réshof, mèm klima i dérèg. Mi kroi sa, mé kisa l'otèr ? Ou i vé fé kroi l'moun sé l'aktivité imène lé résponsab de sa. Mon nové, kisa la fé la tèr an sète zour, La pa moin, ni ou, ni bann rouj-de-fon ni sak ou i apèl bann kapitalis ! Ou i koné bien sé lo Bondyé ! Ou i koné galman sé li ké la mète an plas lo tik-tak konm la plui, la tanpératir, lo van é tout sak i s'ansui. Donk sé li-é moin la poin doutans de sa !-k'i desid modifyé lo klima é tanpir pou l'om si sé pars li la fé tro d'pèshé. Ki di pèshé, di pinisyon é la plipar d'tan pinisyon mérité. Kisa i ansouvien ankor sodome avèk gomor ? Sé lo pèshé l'amenn pou zot la pinisyon Bondyé. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, ou i koné bien koméla i baz pi dsi l'ignorans pou ésprik in n'afer konmsa. Kan i di sé l'aktivité imène la réshof épi dérèg lo klima, sa lé méziré, vérifyé, kalkilé, prozété dann l'avnir.

Ou i ansèrv sharbon an kantité ébin étone pa ou si gaz karbonik i répann dann l'èr épi i réshof la tanpératir. Ou i ansèrv pétrol mèm pinisyon, mèm traka pou domin. Ou i ansèrv lo gaz natirèl ébin topète morète.

Matant ou i parl amoin kapitalis. La pa zot la fé la révolisyon indistriyèl ? La pa zot la rant dann in parkour d'prodiksyon d'mass ? La pa zot la komans détrui la natir san prékosyon ? Matant dopi lo komansman la révolisyon indistriyèl l'imanté mé sirtou sak i viv dann lo mond kapitalis la détrui la natir bonpé pli vitman k'avan lo révolisyon indistriyèl. Sé lo sistèm nou la rant dodan i amenn anou zordi dann la tablatiir ni koné.

Mé pétète ou va dir amoin bann péi sosyalis la détrui galman la natir. Pétète ou va dir amoin si l'Amérik sé lo pli gran polyèr, la Chine la pa in shanpyo, d'la propreté... Sanm pou moin lo sosyalism l'avé é nana in gran tor, sé fèr konm bann péi kapitalis : mèm dépans l'ènèrzi, mèm prodiksyo d'mass, mèm polisyon an finn kont, é pétète osi lo mèm l'èsploitasyon l'om par l'om.

Mi pans l'imanté lé o pyé-d' lo mir : tout péi, mèm sak lé pa dévlopé zordi, i doi ansèrv in modèl dévlopman pli prop, pli imin, pli ékonomie par raport bann rishès la tèr é nout tout i koné in dévlopman konmsa lé posib, lé fézab, é lé pli proférab pou l'imanté.

Tan k'a out bann fadèz, mi pansé sa lété fine romizé dopi lontan é mi kroyé demoun téi di pi kalité z'insanité konmsa. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin